

SOMMAIRE

O - NOTE DE SYNTHESE	3 - 7
0 - 1 OPINION SUR LES MARCHES ET DRP	
0 - 2 OPINION SUR LA COMMISSION DES MARCHES ET LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES	
0 - 3 FICHE ANALYTIQUE	
I - PRESENTATION.....	10 - 13
1 - 1 TEXTES DE BASE	
1 - 2 ORGANIGRAMME	
1- 3 ORGANES DELIBERANTS	
1 - 4 COMMISSION ET CELLULE DE PASSATION DES MARCHES	
1 - 5 EFFECTIF DE DAKAR DEM DIKK	
1 - 6 BUDGET 2008	
1 -7 COMPTABILITE MATIERES	
II - LES MARCHES	14 - 17
2- 1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES	
2 - 2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES	
2 -3 POPULATION DES MARCHES	
2 - 4 POPULATION DES DRP	
2 - 5 ECHANTILLON DES MARCHES ET DRP	
III - VERIFICATION DES MARCHES ET DRP	18 - 19
3 - 1 VERIFICATION DES MARCHES	
3 - 2 VERIFICATION DES DRP	
IV-CONCLUSION.....	20-21

V-ANNEXES..... 22- 38

ANNEXE 1 : APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)

ANNEXE 2 : APPEL D'OFFRES RESTREINT (AOR)

ANNEXE 3 : MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES (PI)

ANNEXE 4 : DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)

ANNEXE 5 : MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE (ED)

ANNEXE 6 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION
DES MARCHES

ANNEXE 7 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

ANNEXE 8 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

ANNEXE 9 : OBSERVATIONS RECUES SUR LE PROJET DE RAPPORT

O-Note de synthèse

0.1-Opinion sur les marchés et les DRP

Nous avons procédé à l'audit des marchés et demandes de renseignements et de prix (DRP) de Dakar Dem Dikk de l'exercice 2008.

Nous avons pour mission de formuler une opinion sur les conditions de passation et d'exécution de ces marchés et DRP, à la lumière de nos vérifications.

Nous avons réalisé notre audit conformément aux Normes de la Fédération Internationale des Comptables (International Federation of Accountants/ IFAC).

Ces normes imposent de programmer et d'effectuer l'audit de manière à avoir raisonnablement l'assurance que les marchés et DRP ont été passés de façon transparente et régulière.

Un audit implique la vérification par sondage de pièces justificatives des montants relatifs aux marchés et demande de renseignements et de prix (DRP).

Nos travaux ont comporté, entre autres, sur les diligences suivantes :

- ✓ Des entretiens avec la Direction générale et les responsables des services ;
- ✓ L'examen des textes portant création et fonctionnement de l'Autorité contractante ;
- ✓ L'analyse de l'organisation et des procédures ;
- ✓ La revue des budgets et des plans de passation des marchés ;
- ✓ L'examen des actes relatifs à la commission des marchés et à la cellule de passation des marchés ;
- ✓ La vérification des marchés et des demandes de renseignements et de prix ;
- ✓ Des inspections physiques.

Nous sommes d'avis que notre audit constitue une base raisonnable pour notre opinion.

Au cours de la période sous revue, le montant des marchés passés par la société Dakar Dem Dikk s'élève à 173 458 833 F CFA. En revanche, aucune DRP ne nous a été présentée.

Au terme de nos travaux, nous avons relevé les réserves et limitations, objets des développements ci-après :

A- Réserves

- Transmission hors délai du plan de passation des marchés publics conformément à l'article 6 du CMP. Plan de Passation des Marchés Publics transmis le 18 février 2008 à la DCMP ;
- Non communication de l'avis général de passation des marchés à la DCMP conformément à l'article 6 du CMP ;
- Dépôt hors délai des actes de nomination des membres de la Commission de passation des marchés et de la Cellule de passation des marchés auprès de l'ARMP et de la DCMP conformément à l'article 6 de l'arrêté 011588 du 28/12/2007. Dépôt effectué le 11 mars 2008 ;
- Présence du Contrôleur de gestion dans la Commission des marchés en qualité de suppléant en contravention avec les dispositions de l'article 4 de l'arrêté N° 11588 du 28/12/2007 ;
- Présidence de la Commission des marchés assurée par le Directeur Administratif et Financier en lieu et place du Directeur Général, habilité à en assurer la charge conformément à l'alinéa 6 de l'article 36 du CMP, plus précisément l'article 2.d de l'arrêté 011588 du 28/12/2007.

Néanmoins, les dispositions précitées du CMP et de l'arrêté nécessitent un toilettage afin que l'interprétation soit plus claire et moins équivoque;

- Non élaboration du rapport annuel sur les marchés par la Commission des marchés et des rapports trimestriels par la Cellule de passation des marchés conformément à l'article 141 du CMP et à l'article premier de l'arrêté 11586 du 28/12/2007 ;
- Les dispositions contractuelles du marché d'habillement en deux lots de montants respectifs 138 737 025 F CFA et 26 721 808 F CFA font référence aux dispositions du décret 2002-550 du 30 mai 2002 relatif au Code des Marchés Publics, abrogé et remplacé par le décret 2007-545 du 25 avril 2007, malgré les observations contenues dans la lettre 00191 MEF/DCMP du 04 février 2008 ;
- Non respect du délai minimal de dépôt des offres qui est de 30 jours conformément à l'article 63 alinéas 2 du CMP :
 - (Date de publication le 31 janvier 2008, délai de dépôt des soumissions le 11 février 2008, soit 11 jours). Une seconde publication fixant le délai de dépôt des soumissions au 21 mars 2008 a été faite le 14 mars 2008 ;
 - Malgré la date d'ouverture des plis prévu le 11 février 2008 suivant la première publication et le 21 mars 2008 d'après la seconde publication, cette opération a été effectuée le 1^{er} avril 2008 ;
- Absence d'attributions provisoire et définitive en contravention aux articles 81 et 82 du CMP ;
- Modification des conditions initiales des deux contrats du marché d'habillement sans avenant conformément à l'article 23 du CMP ;

- EGA, titulaire du 1^{er} lot, a dans le contrat le liant à DDD souscrit pour 138 737 025 F CFA alors que les règlements effectués en sa faveur s'élèvent globalement à 143 506 945 F CFA. Soit une variation de 4 769 920 F CFA ;
 - NOCODA, titulaire du 2^{ème} lot, a dans le contrat le liant à DDD souscrit pour 26 721 808 F CFA. En revanche, les règlements effectués en sa faveur s'élèvent à 28 810 880 F CFA, soit une différence de 2 089 072 F CFA.
- Non application de pénalités de retard en contravention aux clauses du contrat.

B- Limitations

- Organigramme mis à notre disposition partiellement mis en œuvre ;
- Non élaboration de la situation d'exécution budgétaire ;
- Inexistence d'une comptabilité matières ;
- Absence de registre des marchés ;
- Absence d'archivage des dossiers de marchés ;
- Non présentation de DRP au titre de la gestion sous revue. La plupart des dépenses ont été faites par achats directs. En l'absence de documents nous permettant de déterminer la nature, la quantité et le montant desdits achats, nous avons été amenés à exploiter la balance auxiliaire fournisseurs et le grand livre des comptes. Ceci nous a permis de constater, nonobstant les dépenses moyennes dont les montants cumulés nécessiteraient soit une DRP, soit un marché, que certaines opérations ont atteint les seuils de passation compte tenu de leur montant. Nous pouvons citer les cas suivants :
- | | |
|--|-------------------|
| - Aly Penda NDIAYE : fourniture pièces détachées | 49 858 522 F CFA |
| - Quality Import : fourniture pneumatique | 82 846 113 FCFA |
| - Imprimerie Sénégalaise : fourniture imprimés | 65 794 853 F CFA |
| - Etablissement Thierno Birahim SENE : | 40 357 640 F CFA |
| - LOC-SET Surl : | 205 566 973 F CFA |

En raison de l'importance des problèmes évoqués ci avant, notre opinion est que, les marchés et DRP de 2008 n'ont pas été passés et exécutés conformément aux dispositions du Code des Marchés.

Mamina CAMARA

O-2 Opinion sur la Commission des marchés et la Cellule de passation des marchés

O-2-1 Commission des marchés

Conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics en son article 35, une commission des marchés a été mise en place par note de service n° 00244/DDD/DG/DRH du 06 mars 2008.

Elle est composée de 7 titulaires tous cadres.

Le profil des membres de la Commission des marchés essentiellement constituée de cadres présage de leur bonne disposition en matière de passation des marchés. Toutefois, la nécessité d'une formation complémentaire au CMP se fait sentir au regard des impairs constatés dans les procédures de passation des marchés.

Tous les membres de la Commission des marchés ont signé la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et les copies des déclarations communiquées à la DCMP.

Cependant, la Commission n'a pas produit de rapport annuel sur les marchés. De plus, il a été constaté, parmi les membres de la Commission des marchés, la présence du Contrôleur de gestion en qualité de suppléant. Cette situation est en contravention avec les dispositions de l'article 4 de l'arrêté N° 11588 du 28/12/2007 qui stipule que les agents relevant des structures chargées du contrôle interne ne peuvent pas être membres de la Commission des marchés.

Il a été également constaté le dépôt hors délai de l'acte de nomination des membres de la Commission auprès de l'ARMP et de la DCMP. En effet, l'article 6 de l'arrêté précité stipule que la communication auprès de ces deux structures intervient au plus tard le 05 janvier. Or, la note de service portant création de la Commission a été transmise le 06 mars 2008.

De plus, les conditions initiales des deux contrats issus du marché d'habillement ont été modifiées sans avenant en contravention de l'article 23 du CMP.

En outre, la présidence de la Commission des marchés est assurée par le Directeur Administratif et Financier en lieu et place du Directeur Général, représentant habilité de l'autorité contractante qui doit en assurer la charge conformément à l'alinéa 6 de l'article 36 du CMP, plus précisément l'article 2.d de l'arrêté 011588 du 28/12/2007.

Néanmoins, les dispositions précitées du CMP et de l'arrêté nécessitent un toilettage afin que l'interprétation soit plus claire et moins équivoque.

La Commission des marchés a procédé à l'ouverture des plis, à l'analyse et à l'attribution des offres.

O-2-2 Cellule de passation des marchés

Conformément aux dispositions de l'article 35 du Code des Marchés Publics et à l'article 2 de l'arrêté n°011586 du 28/12/2007 une Cellule de passation des marchés a été mise en place par note de service n° 00245/DDD/DG/DRH du 06 mars 2008.

Elle est composée d'un président et d'un secrétaire chefs de service et d'un membre adjoint chef de service.

L'archivage laisse à désirer. En effet, les dossiers de marchés (de leur lancement à leur exécution) ne sont pas centralisés au niveau du responsable de la Cellule de passation des marchés. Ceci accroît les risques d'égarement et les pertes de temps dans la recherche documentaire.

Au même titre que les membres de la commission des marchés, les membres de la Cellule de passation des marchés ont signé la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et la copie de sa déclaration communiquée à la DCMP.

Cependant, la Cellule n'a pas établi de rapports trimestriels sur les marchés.

Il a été également constaté le dépôt hors délai de l'acte de nomination des membres de la Cellule de passation des marchés auprès de l'ARMP et de la DCMP. En effet, l'article 6 de l'arrêté précité stipule que la communication auprès de ces deux structures intervient au plus tard le 05 janvier. Or, la note de service portant création de la Cellule de passation des marchés a été transmise le 06 mars 2008.

En outre, la Cellule n'a pas procédé à la publication des attributions provisoire et définitive en contravention des articles 81 et 82 du CMP

Sous réserve des points évoqués ci avant, la Commission des marchés et la Cellule de passation des marchés ont été mises en place et ont fonctionné conformément aux dispositions du code des marchés.

Mamina CAMARA

0-3 - Fiche analytique

Constats	Recommandations
Transmission hors délai du plan de passation des marchés. PPMP transmis le 18 février 2008 à la DCMP. Le support de publication de l'avis général de passation des marchés n'est pas versé au dossier.	Veiller à la publication du plan de passation des marchés et de l'avis général de passation des marchés avant le 31 janvier conformément à l'article 6 du CMP.
Dépôt hors délai des actes de nomination des membres de la Commission de passation des marchés et de la Cellule de passation des marchés auprès de l'ARMP et de la DCMP conformément à l'article 6 de l'arrêté 011588 du 28/12/2007. Dépôt effectué le 11 mars 2008.	Veiller au respect du délai de communication des copies des actes de nomination des membres de la Commission des marchés et de la Cellule de passation des marchés auprès de l'ARMP et de la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté 011588 du 28/12/2007 qui stipule que la communication auprès de ces deux structures intervient au plus tard le 05 janvier de chaque année.
Présence du Contrôleur de Gestion dans la Commission des marchés en qualité de suppléant en contravention avec les dispositions de l'article 4 de l'arrêté N° 11588 du 28/12/2007.	Se conformer aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté N° 11588 du 28/12/2007 qui stipule que les agents relevant des structures chargées du contrôle interne ne peuvent pas être membres de la Commission des marchés.
Présidence de la Commission des marchés assurée par le Directeur Administratif et Financier en lieu et place du Directeur Général, habilité à en assurer la charge conformément à l'alinéa 6 de l'article 36 du CMP, plus précisément l'article 2.d de l'arrêté 011588 du 28/12/2007. Néanmoins, les dispositions précitées du CMP et de l'arrêté nécessitent un toilettage afin que l'interprétation soit plus claire et moins équivoque;	Recommander à l'ARMP d'apporter une relecture des dispositions de l'article 36 du CMP et de l'article 2.d de l'arrêté 011588 du 28/12/2007 afin qu'elles soient plus claires et plus précises avec une interprétation univoque.
Non élaboration du rapport annuel sur les marchés par la Commission des marchés et des rapports trimestriels par la Cellule de passation des marchés.	La Commission des marchés doit établir avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elle relève et de l'ARMP un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente conformément à l'article 141 du CMP. La Cellule de passation des marchés est tenue d'établir des rapports trimestriels conformément à l'article premier de l'arrêté 11586 du 28/12/2007.
Non élaboration de la situation d'exécution budgétaire.	Elaborer la situation d'exécution budgétaire à bonne date

Malgré les observations contenues dans la lettre 00191 MEF/DCMP du 04 février 2008, les deux contrats issus du marché d'habillement font référence aux dispositions du décret 2002-550 du 30 mai 2002 relatif au code des marchés publics, abrogé et remplacé par le décret 2007-545 du 25 avril 2007.	Abandonner toute référence aux dispositions du décret 2002 -550 du 30 mai 2002 abrogé et se conformer à celles du décret 2007-545 du 30 mai 2007.
Non respect du délai minimal de dépôt des offres qui est de 30 jours conformément à l'article 63 alinéas 2 du CMP.	Veiller au respect des dispositions de l'article 63 alinéas 2 du CMP fixant le délai minimal de dépôt des offres à 30 jours pour les offres locales.
Absence d'attributions provisoire et définitive conformément aux articles 81 et 82 du CMP.	Procéder aux décisions d'attribution provisoire et définitive conformément aux articles 81 et 82 du CMP et en assurer la publication.
Modification des conditions initiales des deux contrats issus du marché d'habillement sans avenant conformément à l'article 23 du CMP.	Faire un avenant pour les modifications des conditions initiales intervenues après l'approbation du marché conformément à l'article 23 du CMP.
Non application de pénalités de retard conformément aux clauses du contrat.	Appliquer les pénalités de retard prévues dans le marché pour s'assurer du respect des délais contractuels conformément à l'article 131 du CMP.
Nécessité d'une formation complémentaire relative au code des marchés pour les membres de la Commission des marchés et de la Cellule de passation des marchés.	Se rapprocher de l'ARMP afin de bénéficier d'une formation complémentaire permettant aux intervenants de disposer d'une meilleure maîtrise des techniques de passation des marchés.
Absence de registre des marchés	Mettre en place un registre des marchés et veiller à sa mise à jour
Inexistence d'une comptabilité matières.	Mettre en place une comptabilité matières.
Absence d'archivage des dossiers de marchés et de DRP.	Veiller à une centralisation des dossiers de marchés et DRP au niveau du responsable de la Cellule de passation des marchés pour éviter les risques d'égarement et les pertes de temps. A cet effet, il convient de s'approprier le manuel de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés de l'ARMP.
Absence de numéro des marchés.	Mettre en place un système d'immatriculation des marchés passés par l'entreprise.
Non enregistrement des deux contrats issus du marché de confection et fourniture de tenues de travail au personnel.	Faire enregistrer les contrats par les fournisseurs conformément aux clauses du marché.
Non application du manuel de procédures élaboré en 2001.	Mettre à jour le manuel de procédures.
Organigramme mis à notre disposition partiellement exécuté.	Actualiser l'existant afin qu'il cadre avec l'organigramme de la société.

I - Présentation

1.1 Textes de base

Les deux documents nous permettant d'appréhender l'organisation institutionnelle sont les statuts et la loi 2008 - 24 du 25 juillet 2008 autorisant l'Etat à une prise de participation majoritaire au capital de la société anonyme. Le capital d'un montant de 1 500 000 000 F CFA est réparti comme suit :

- Etat du Sénégal 11 500 actions soit 1 150 000 000 F CFA (76,66%) ;
- GIE « And Liguèy Diarignou » 2000 actions soit 200 000 000 F CFA (13,33%) ;
- GIE « Solidarité » 500 actions soit 50 000 000 F CFA (3,33%) ;
- CNART Assurances SA 500 actions soit 50 000 000 F CFA (3,33%) ;
- Sénécartours SARL 500 actions soit 50 000 000 F CFA (3,33%).

1.2 Organigramme de Dakar Dem Dikk

L'organigramme mis à notre disposition est partiellement exécuté et ne cadre pas avec l'existant. Il composé d'un Conseil d'Administration, d'une Direction générale à laquelle sont directement rattachées sept structures :

- Marketing Développement et Stratégie ;
- Audit interne ;
- Contrôle de gestion ;
- Communication ;
- Direction technique ;
- Direction de l'Exploitation ;
- Direction du Centre de Formation.

Au niveau du Secrétariat général sont rattachées six structures :

- Administration et Ressources humaines ;
- Finance /Comptabilité ;
- Système d'Information ;
- Commercial ;
- Achats/Approvisionnements ;
- Affaires juridiques.

Néanmoins, il y a lieu de constater une différence fondamentale entre la description de l'organigramme et la structuration actuelle. En effet, le poste de Secrétaire général prévu dans l'organigramme n'est pas encore pourvu et celui de Directeur Administratif et Financier déjà effectif ne correspond à aucune structure dans l'organigramme.

1.3 Organes délibérants

La société Dakar Dem Dikk comprend 2 organes de direction : le Conseil d'Administration et la Direction générale.

▪ Le Conseil d'Administration

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de douze membres au plus.

▪ La Direction générale

Les attributions de pouvoir de même que les modalités de rémunération du Directeur général sont déterminées par le Conseil d'Administration.

1.4 Commission et Cellule de passation des marchés

1.4 .1 Commission des marchés

Conformément aux dispositions du code des marchés publics en son article 35, une Commission des marchés a été mise en place par note de service n° 00244/DDD/DG/DRH du 06 mars 2008.

Elle est composée de 7 titulaires tous cadres.

La commission des marchés a procédé à l'ouverture des plis, à l'analyse et à l'attribution des offres.

Le profil des membres de la Commission des marchés essentiellement constituée de cadres présage de leur bonne disposition en matière de passation des marchés. Toutefois, la nécessité d'une formation complémentaire au CMP se fait sentir au regard des impairs constatés dans les procédures de passation des marchés.

Tous les membres de la Commission des marchés ont signé la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et les copies des déclarations communiquées à la DCMP.

Cependant, la Commission n'a pas produit de rapport annuel sur les marchés. De plus, il a été constaté, parmi les membres de la Commission des marchés, la présence du Contrôleur de gestion en qualité de suppléant. Cette situation est en contravention avec les dispositions de l'article 4 de l'arrêté N° 11588 du 28/12/2007 qui stipule que les agents relevant des structures chargées du contrôle interne ne peuvent pas être membres de la Commission des marchés.

Il a été également constaté le dépôt hors délai de l'acte de nomination des membres de la Commission auprès de l'ARMP et de la DCMP. En effet, l'article 6 de l'arrêté précité stipule que la communication auprès de ces deux structures intervient au plus tard le 05 janvier. Or, la note de service portant création de la Commission a été transmise le 06 mars 2008.

De plus, les conditions initiales des deux contrats issus du marché d'habillement ont été modifiées sans avenant en contravention de l'article 23 du CMP.

En outre, la présidence de la Commission des marchés est assurée par le Directeur Administratif et Financier en lieu et place du Directeur Général, représentant habilité de l'autorité contractante qui doit en assurer la charge conformément à l'alinéa 6 de l'article 36 du CMP, plus précisément l'article 2.d de l'arrêté 011588 du 28/12/2007 ;

Néanmoins, les dispositions précitées du CMP et de l'arrêté nécessitent un toilettage afin que l'interprétation soit plus claire et moins équivoque;

1.4 .2 Cellule de passation des marchés

Conformément aux dispositions de l'article 35 du code des marchés publics et à l'article 2 de l'arrêté n° 011586 du 28/12/2007 une Cellule de passation des marchés a été mise en place par note de service n° 00245/DDD/DG/DRH du 06 mars 2008.

Elle est composée d'un président et d'un secrétaire chefs de service et d'un membre adjoint chef de service.

L'archivage laisse à désirer. En effet, les dossiers de marchés (de leur lancement à leur exécution) ne sont pas centralisés au niveau du responsable de la Cellule de passation des marchés. Ceci accroît les risques d'égarement et les pertes de temps dans la recherche documentaire.

Au même titre que les membres de la Commission des marchés, les membres de la Cellule de passation des marchés ont signé la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et la copie de sa déclaration communiquée à la DCMP.

Cependant, la Cellule n'a pas établi de rapports trimestriels sur les marchés.

Il a été également constaté le dépôt hors délai de l'acte de nomination des membres de la Cellule de passation des marchés auprès de l'ARMP et de la DCMP. En effet, l'article 6 de l'arrêté précité stipule que la communication auprès de ces deux structures intervient au plus tard le 05 janvier. Or, la note de service portant création de la Cellule de passation des marchés a été transmise le 06 mars 2008.

En outre, la Cellule n'a pas procédé à la publication des attributions provisoire et définitive en contravention des articles 81 et 82 du CMP

1.5 Effectif au 31/12/2008

La société Dakar Dem Dikk compte un effectif de 2 176 agents, réparti entre les différents services au 31/12/2008 comme suit :

- Direction Générale 32 agents dont 5 cadres et 3 agents de maîtrise ;
- Direction Informatique 10 agents dont 1 cadre et 5 agents de maîtrise;
- Direction Financière et Comptable 57 agents dont 2 cadres et 8 agents de maîtrise ;
- Direction des Affaires Administratives et des Ressources Humaines 153 agents dont 9 cadres et 14 agents de maîtrise;
- Service Exploitation 1 640 agents dont 6 cadres et 156 agents de maîtrise;
- Service Technique 276 agents dont 7 cadres et 52 agents de maîtrise ;
- Centre de Formation 8 agents dont 3 cadres.

1.6 Budget 2008

Le budget de la société Dakar Dem Dikk établi pour 2008 est arrêté :

- au titre du budget de fonctionnement, à la somme de :
 - ✓ 9 456 472 510 F CFA en recettes ;
 - ✓ 16 440 264 728 F CFA en dépenses ;
- au titre du budget d'investissement, à la somme de 820 000 000 F CFA.

Le déficit prévisionnel s'établit à la somme de 6 984 792 218 F CFA après impôt minimum fiscal et avant compensations.

Les compensations financières pour contraintes de service public étant estimées en 2008 au montant de 7 000 000 000 F CFA, il en résulte un excédent de 15 207 782 F CFA.

Notons que la situation d'exécution budgétaire n'a pas été établie au 31/12/2008. Selon le Directeur Administratif et Financier, la situation d'exécution budgétaire est présentée en même que l'examen des états financiers par les Administrateurs. Or, le Commissaire aux Comptes n'a pas encore déposé son rapport.

1.7 Comptabilité matières

La société Dakar Dem Dikk ne tient pas de comptabilité matières.

Selon le Directeur Administratif et Financier, la comptabilité matières sera effective avec la mise en place de la structure dénommée Service approvisionnements.

II- Les marchés

Il a été constaté l'existence de deux marchés de montants respectifs de 165 458 833 F CFA relatif à l'habillement et 8 000 000 F CFA concernant le gardiennage. Ce dernier n'a pas été exécuté faute de crédit. Cependant, malgré la transmission d'un plan de passation des marchés et d'un avis général, le marché relatif à l'habillement en deux lots a été par erreur régi par le décret 2002 - 550 du 30 mai 2002 si l'on se réfère aux dispositions des contrats liant la société Dakar Dem Dikk à la NO.CO.DA et à EGA.

II - 1 Plan de passation des marchés

Conformément au décret 2007 - 545, la société Dakar Dem Dikk a élaboré un plan de passation des marchés au titre de la gestion 2008 qui a fait l'objet de publication. Cependant, il a été diffusé hors délai auprès de la DCMP conformément à l'article 6 du CMP.

Plan de passation des marchés pour la gestion 2008

Réf.	Réalisations Envisagées	Source de Financement	Montants estimatifs (en F CFA)	Type de marché	Mode de passation	Date prévue de lancement de la procédure de sélection	Date prévue d'attribution du contrat	Date prévue d'achèvement des prestations
01	Confection de tenues du Personnel	DDD (autofinancement)	160 000 000	Fournitures	Appel d'offres ouvert	Début Février 2008	Fin Février 2008	Fin Avril 2008
02	Gardiennage	DDD (autofinancement)	8 000 000	Prestations	Appel d'offres ouvert	Fin Mars 2008	Fin Avril 2008	

II - 2 Avis général de passation des marchés

Dans l'avis général de passation des marchés, il a été stipulé ce qui suit :

1. Le Directeur Général, agissant au nom et pour le compte de Dakar Dem Dikk, exécute, au titre de la gestion 2008 dans le cadre de son budget, un programme de passation de marchés publics.

2. Les acquisitions, par voie d'appels d'offres concernent les domaines suivants :

- Travaux de confection de tenue de travail ;
- Gardiennage.

3. Les avis spécifiques de passation de marché seront publiés, à partir de Mars 2008 dans le journal « Le Soleil » et sur le site web www.demdikk.com

4. Les marchés seront passés conformément aux dispositions du décret 2007 -545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.

5. Les soumissionnaires potentiels : fournisseurs et prestataires de services, qualifiés et satisfaisants aux critères d'éligibilité, sont priés de manifester leur intérêt à Dakar Dem Dikk en envoyant, au plus tard le 20 mars 2008 à 16 heures locales, à l'adresse suivante, leur dossier de candidature comportant leur références pour les travaux de confection et de prestation de service de gardiennage :

Adresse Postale : Dakar Dem Dikk

Boite Postale n° : 11 725 Dakar Ponty

Tél : 33 865 15 55

Fax : 33 860 13 91

Email : demdikk@demdikk.com

Cependant, le support de publication n'a pas été mis à notre disposition

II-3 Population des marchés

La Société Dakar Dem Dikk a passé 2 marchés dont l'un n'a pas été exécuté faute de crédit.

Suivant les dispositions des contrats issus du marché d'habillement en deux lots, le décret 2002-550 du 30 mai 2002 relatif au code des marchés abrogé a été par erreur appliqué.

1 - Marché par appel d'offres ouvert sans numéro du 30/04/2008 :

Confection et fourniture de tenues de travail au profit du personnel de DDD

Montant du marché : 165 458 833 F CFA

Financement : autofinancement Dakar Dem Dikk

2- Marché par appel d'offres ouvert sans numéro du 30/04/2008: non exécuté faute de crédit

Gardiennage des locaux et la sécurité du personnel de caisse de DDD

Montant du marché : 8 000 000 F CFA

Financement : autofinancement DDD

Le montant total des marchés pour la gestion 2008 s'élève à 173 458 833 F CFA

Notons que la société Dakar Dem Dikk n'a contracté de marché, ni par appel d'offres restreint ni par entente directe durant la gestion 2008.

II - 4 Population DRP

Aucune DRP ne nous a été présentée au titre de la gestion sous revue. La plupart des dépenses ont été faites par achats directs. En l'absence de documents nous permettant de déterminer la nature, la quantité et le montant desdits achats, nous avons été amenés à exploiter la balance auxiliaire fournisseurs et le grand livre des comptes. Ceci nous a permis de constater, nonobstant les dépenses moyennes dont les montants cumulés nécessiteraient soit une DRP, soit un marché, que certaines opérations ont atteint les seuils de passation compte tenu de leur montant. Nous pouvons citer les cas suivants :

- Aly Penda NDIAYE : fourniture pièces détachées	49 858 522 F CFA
- Quality Import : fourniture pneumatique	82 846 113 FCFA
- Imprimerie Sénégalaise : fourniture imprimés	65 794 853 F CFA
- Etablissement Thierno Birahim SENE :	40 357 640 F CFA
- LOC-SET Surl :	205 566 973 F CFA

II- 5 Échantillon

II -5-1 Echantillon de marchés

Deux marchés ont été initiés au courant de l'année 2008 sur autofinancement DDD dont l'un n'a pas été exécuté.

1 - Marché par appel d'offres ouvert sans numéro du 30/04/2008 :

Confection et fourniture de tenues de travail au profit du personnel de DDD

Montant du marché : 165 458 833 F CFA

Financement : autofinancement DDD

2- Marché par appel d'offres ouvert sans numéro du 30/04/2008: non exécuté faute de crédit :

Gardiennage des locaux et la sécurité du personnel de caisse de DDD

Montant du marché : 8 000 000 F CFA

Financement : autofinancement DDD

II -5-2 Echantillon de DRP

Aucune DRP ne nous a été présentée au titre de la gestion sous revue. Hormis les deux marchés, toutes les dépenses ont été effectuées par achats directs.

III - Vérification des marchés et DRP

III - 1 Vérification des marchés

Au titre de la gestion 2008 il a été initié deux marchés sur autofinancement Dakar Dem Dikk concernant l'habillement et le gardiennage pour des montants respectifs de 165 458 833 F CFA et 8 000 000 F CFA. Ce dernier n'a pas été exécuté faute de crédit.

Le marché d'habillement qui a été exécuté a fait l'objet d'un avis d'appel d'offres en procédure d'urgence en référence aux dispositions du décret 2002 -550 du 30 mai 2002 abrogé.

Les dispositions du décret 2007 - 545 du 25 avril 2007 n'ont pas été respectées :

- ✓ Le délai minimal de dépôt des offres qui est de 30 jours conformément à l'article 63 alinéa 2 a été ramené à 11 jours (Date de publication le 31 janvier 2008, délai de dépôt des soumissions le 11 février 2008). Une seconde publication fixant le délai de dépôt des soumissions au 21 mars 2008 a été faite le 14 mars 2008 ;
- ✓ Malgré la date d'ouverture des plis prévue le 11 février 2008 suivant la première publication et le 21 mars 2008 d'après la seconde publication, cette opération a été effectuée le 1^{er} avril 2008 ;
- ✓ Le dossier d'appel d'offres et le rapport d'analyse comparative des offres n'ont pas été transmis à la DCMP pour avis ;
- ✓ Il n'y a eu ni attribution provisoire ni attribution définitive ;
- ✓ Les deux contrats issus de ce marché en deux lots font référence aux dispositions du décret 2002 - 550 du 30 mai 2002 ;
- ✓ Des divergences importantes ont été notées entre les montants des offres, des contrats et des règlements :
 - EGA qui était titulaire du 1^{er} lot avec une offre de 145 420 604 F CFA a dans le contrat le liant à Dakar Dem Dikk souscrit pour 138 737 025 F CFA, la facture présentée s'élève à 138 739 385 FCFA, le règlement effectué s'élève à 143 506 945 F CFA ;
 - NOCODA, titulaire du 2^{ème} lot avec une offre de 20 132 098 F CFA, a dans le contrat le liant à Dakar Dem Dikk souscrit pour 26 721 808 F CFA, la facture présentée s'élève à 26 721 808 FCFA le règlement effectué s'élève à 28 810 880 F CFA.
- ✓ Les conditions initiales des deux contrats relatifs au marché pour la confection et la fourniture de tenues de travail au personnel de l'entreprise ont été modifiées sans avenant conformément à l'article 23 du CMP :

- EGA, titulaire du 1^{er} lot, a dans le contrat le liant à DDD souscrit pour 138 737 025 F CFA alors que les règlements effectués en sa faveur s'élèvent globalement à 143 506 945 F CFA. Soit une différence de 4 769 920 F CFA ;
 - NOCODA, titulaire du 2^{ème} lot, a dans le contrat le liant à DDD souscrit pour 26 721 808 F CFA. En revanche, les règlements effectués en sa faveur s'élèvent à 28 810 880 F CFA, soit une différence de 2 089 072 F CFA.
- ✓ Absence de notification ;
- ✓ Non publication de l'adjudication ;

Cependant, la réception et les paiements ont été effectifs.

Concernant le marché de gardiennage suspendu à la procédure de lancement, seul le cahier des charges a été mis à notre disposition.

III- 2 Vérification des DRP

Aucune DRP ne nous a été présentée au titre de la gestion sous revue. Hormis les deux marchés, toutes les dépenses ont été effectuées par achats directs.

IV - Conclusion

Les lacunes constatées dans les procédures de passation des marchés, notamment :

- La transmission hors délai du plan de passation des marchés publics à la DCMP en contravention de l'article 6 du CMP ;
- Le non respect du délai minimal de dépôt des offres qui est de 30 jours conformément à l'article 63 alinéas 2 du CMP :
 - (Date de publication le 31 janvier 2008, délai de dépôt des soumissions le 11 février 2008, soit 11 jours). Une seconde publication fixant le délai de dépôt des soumissions au 21 mars 2008 a été faite le 14 mars 2008 ;
 - Malgré la date d'ouverture des plis prévue le 11 février 2008 suivant la première publication et le 21 mars 2008 d'après la seconde publication, cette opération a été effectuée le 1^{er} avril 2008 ;
- Les dispositions contractuelles du marché d'habillement en deux lots de montants respectifs de 138 737 025 F CFA et de 26 721 808 F CFA faisant référence aux dispositions du décret 2002-550 du 30 mai 2002 relatif au code des marchés publics, abrogé et remplacé par le décret 2007-545 du 25 avril 2007, malgré les observations contenues dans la lettre 00191 MEF/DCMP du 04 février 2008 ;
- L'absence d'attributions provisoire et définitive en contravention aux articles 81 et 82 du CMP ;
- La modification des conditions initiales des deux contrats issus du marché d'habillement sans avenant en contravention de l'article 23 du CMP :
 - EGA, titulaire du 1^{er} lot, a dans le contrat le liant à Dakar Dem Dikk souscrit pour 138 737 025 F CFA alors que les règlements effectués en sa faveur s'élèvent globalement à 143 506 945 F CFA. Soit une variation de 4 769 920 F CFA ;
 - NOCODA, titulaire du 2^{ème} lot, a dans le contrat le liant à Dakar Dem Dikk souscrit pour 26 721 808 F CFA. En revanche, les règlements effectués en sa faveur s'élèvent à 28 810 880 F CFA, soit une différence de 2 089 072 F CFA ;
- La non application de pénalités de retard en contravention aux clauses du contrat ;

Sont révélatrices d'un besoin de formation complémentaire des membres de la Commission et de la Cellule de passation des marchés aux nouvelles procédures de passation qu'il conviendra de satisfaire en relation avec l'ARMP.

S'y ajoutent :

- L'absence d'archivage appelant la mise en place d'un plan d'archivage tel que défini par l'ARMP ;
- L'absence d'une comptabilité matières dont la mise en place immédiate est fortement recommandée ;
- L'utilisation abusive et irrégulière des achats directs à bannir par l'application rigoureuse du décret 2007 - 545 du 25 avril 2007. En effet, aucune DRP ne nous a

été présentée au titre de la gestion sous revue. La plupart des dépenses ont été faites par achats directs. En l'absence de documents nous permettant de déterminer la nature, la quantité et le montant desdits achats, nous avons été amenés à exploiter la balance auxiliaire fournisseurs et le grand livre des comptes. Ceci nous a permis de constater, nonobstant les dépenses moyennes dont les montants cumulés nécessiteraient soit une DRP, soit un marché, que certaines opérations ont atteint les seuils de passation compte tenu de leur montant. Nous pouvons citer les cas suivants :

- Aly Penda NDIAYE : fourniture pièces détachées	49 858 522 F CFA
- Quality Import : fourniture pneumatique	82 846 113 FCFA
- Imprimerie Sénégalaise : fourniture imprimés	65 794 853 F CFA
- Etablissement Thierno Birahim SENE :	40 357 640 F CFA
- LOC-SET Surl :	205 566 973 F CFA

- L'organigramme qui ne cadre pas avec l'existant et dont la mise en œuvre complète s'impose impérativement.

V - ANNEXES

ANNEXE 1

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)

Références du marché : sans numéro du 30 /01/2008

Objet du marché : Fourniture de tenues de travail du personnel lot 1

Montant du marché : 138 737 025F CFA

Références du titulaire (Nom/adresse complète) : EGA rue 13 prolongée x Bourguiba

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	-Le marché est mentionné dans le PPM. Cependant, le PPM a été transmis hors délai à la DCMP (PPMP transmis le 18 février 2008 à la DCMP) Le support de publication de l'avis général de passation des marchés n'est pas versé au dossier.	2
2	Revue du dossier d'appel d'offres	Aucun dossier d'appel d'offres n'a été mis à notre disposition à l'exception du cahier des charges.	3
3	Publicité	-Publication d'un avis d'appel d'offres en procédure d'urgence sans autorisation de la DCMP au Soleil du 31 janvier 2008 -Les mentions requises par la réglementation sont prises en compte à l'exception du délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres conformément à l'article 66 du CMP -Le délai de dépôt des offres est initialement fixé au 11 février 2008 à 17h Une seconde publication fixant le délai de dépôt des soumissions au 21 mars 2008 a été faite le 14 mars 2008.	2
4	Ouverture des offres	- Le délai minimal de dépôt des offres qui est de 30 jours conformément à l'article 63 alinéas 2 a été ramené à 11 jours. Malgré la date d'ouverture des plis prévu le 13 février 2008 suivant la première publication et le 21 mars 2008 d'après la seconde publication, cette opération a été effectuée le 1 ^{er} avril 2008. -Tous les membres de la commission ont participé à l'ouverture des offres.	2
5	Évaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	Le lot 1 a été attribué à EGA dont l'offre est la moins disante	1

6	Publication de l'attribution provisoire	Il n'y a pas eu d'attribution provisoire	3
7	Revue du marché	-Le marché signé est conforme au projet contenu dans le cahier des charges -Les garanties requises sont prises en compte Cependant, les dispositions contractuelles font référence aux dispositions du décret 2002 -550 du 30 mai 2002 abrogé	3
8	Approbation et notification du marché	Le marché a été approuvé le 30 avril 2008 par le Directeur général conformément à l'article 30 du CMP	1
9	Publication de l'attribution définitive	Il n'y a pas eu d'attribution définitive	3
10	Contrôle et avis de la Direction centrale des marchés (DCMP)	Le dossier d'appel d'offres et le rapport d'analyse des offres n'ont pas été soumis à la DCMP pour avis	3
11	Exécution du marché	- Le contrat a été conclu le 30 Avril 2008 et la livraison prévue le 20 juin 2008. Or, la réception n'est effective que le 08 Aout 2008. Soit un retard de 1 mois 18 jours sans application de pénalités	2
12	Paielements	Le paiement en acompte : Acompte 1 : 08 juin 2008 27 747 405 F CFA Acompte 2 : 19 novembre 2008 10 000 000 F CFA Acompte 3 : 19 décembre 2008 20 991 980 F CFA Acompte 4 : 17 février 2009 39 769 560 F CFA Acompte 5 : 17 mars 2009 30 000 000 F CFA Acompte pour solde 13 mai 2009 15 000 000 F CFA Le contrat est conclu pour un montant de 138 737 025 F CFA alors que les règlements effectués s'élèvent globalement à 143 506 945 F CFA. Soit une variation de 4 769 920 F CFA sans avenant.	3
13	Recours et litiges	Néant	NA
15	Violations éventuelles à la réglementation	- le contrat fait référence aux dispositions du décret 2002 - 550 du 30 mai 2002 abrogé -Non respect du délai minimal de dépôt des offres qui est de 30 jours conformément à l'article 63 alinéas 2 -Absence d'attributions provisoire et définitive conformément aux articles 81 et 82 du CMP -Modification des conditions initiales du contrat sans avenant conformément à l'article 23 du CMP	3
16	Conclusion	Les insuffisances notées dans les procédures de passation du marché sont révélatrices d'une nécessité de formation complémentaire au CMP qu'il conviendra de satisfaire en relation avec l'ARMP	3

Références du marché : sans numéro du 30 /01/2008

Objet du marché : Fourniture de tenues de travail du personnel lot 2

Montant du marché : 26 721 808 FCFA

Références du titulaire (Nom/adresse complète) : NO.CO.DA zone industrielle SONEPI,
lot n° 40-41, Dakar

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM. Cependant, le PPM a été transmis hors délai à la DCMP (PPMP transmis le 18 février 2008 à la DCMP) Le support de publication de l'avis général de passation des marchés n'est pas versé au dossier.	2
2	Revue du dossier d'appel d'offres	Aucun dossier d'appel d'offres n'a été mis à notre disposition à l'exception du cahier des charges.	3
3	Publicité	-Publication d'un avis d'appel d'offres en procédure d'urgence sans autorisation de la DCMP au Soleil du 31 janvier 2008 -Les mentions requises par la réglementation sont prises en compte à l'exception du délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres conformément à l'article 66 du CMP -Le délai de dépôt des offres est initialement fixé au 11 février 2008 à 17h Une seconde publication fixant le délai de dépôt des soumissions au 21 mars 2008 a été faite le 14 mars 2008	2
4	Ouverture des offres	- Le délai minimal de dépôt des offres qui est de 30 jours conformément à l'article 63 alinéas 2 a été ramené à 11 jours. Malgré la date d'ouverture des plis prévu le 13 février 2008 suivant la première publication et le 21 mars 2008 d'après la seconde publication, cette opération a été effectuée le 1 ^{er} avril 2008. -Tous les membres de la commission ont participé à l'ouverture des offres	2
5	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	Le lot 2 a été adjugé à NO.CO.DA dont l'offre est la moins disante	1
6	Publication de l'attribution provisoire	Il n'y a pas eu d'attribution provisoire	3

7	Revue du marché	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché signé est conforme au projet contenu dans le cahier des charges - Les garanties requises sont prises en compte <p>Cependant le contrat fait référence aux dispositions du décret 2002 - 550 du 30 mai 2002 abrogé</p>	3
8	Approbation et notification du marché	Le marché a été approuvé le 30 avril 2008 par le Directeur général conformément à l'article 30 du CMP	1
9	Publication de l'attribution définitive	Il n'y a pas eu d'attribution définitive	3
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés (DCMP)	Le dossier d'appel d'offres et le rapport d'analyse des offres n'ont pas été soumis à la DCMP pour avis	3
11	Exécution du marché	- Le contrat a été conclu le 30 Avril 2008 et la livraison prévue le 25 juin 2008 est effective le 23 juin 2008 dans les délais.	3
12	Paielements	<p>Le paiement en acompte :</p> <p>Acompte 1 : 23 juin 2008 5 344 300 F CFA</p> <p>Acompte 2 : 11 aout 2008 10 000 000 F CFA</p> <p>Acompte 3 : 19 novembre 2008 3 500 000 F CFA</p> <p>Acompte 4 : 22 Janvier 2009 5196 580 F CFA</p> <p>Acompte 5 : 18 mars 2009 4 770 000 F CFA</p> <p>Le contrat est souscrit pour 26 721 808 F CFA alors que les règlements effectués s'élèvent globalement à 28 810 880. Soit une variation de 2 089 072 F CFA qui n'a fait l'objet d'aucun avenant.</p>	3
13	Recours et litiges	Néant	NA
15	Violations éventuelles à la réglementation	<ul style="list-style-type: none"> - Le contrat fait référence aux dispositions du décret 2002 - 550 du 30 mai 2002 abrogé - Non respect du délai minimal de dépôt des offres qui est de 30 jours conformément à l'article 63 alinéas 2 -Absence d'attributions provisoire et définitive conformément aux articles 81 et 82 du CMP -Modification des conditions initiales du contrat sans avenant conformément à l'article 23 du CMP -Non application de pénalités de retard conformément aux clauses du contrat 	3
16	Conclusion	Les insuffisances notées dans les procédures de passation du marché sont révélatrices d'une nécessité de formation complémentaire au CMP qu'il conviendra de satisfaire en relation avec l'ARMP	2

ANNEXE 2

APPEL D'OFFRES RESTREINT (AOR)

(NEANT)

ANNEXE 3

MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

(PI)

(NEANT)

ANNEXE 4

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)

Aucune DRP ne nous a été présentée au titre de la gestion sous revue. Hormis les deux marchés, toutes les dépenses ont été effectuées par achats directs.

ANNEXE 5

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE

(ED)

(NEANT)

ANNEXE 6

Qualité, Transparence et Efficacité des Opérations de Passation des Marchés

Nom de l'Autorité contractante : Dakar Dem Dikk

Mode de passation	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	2	173 458 833	2	173 458 833
Appel d'offres restreint (AOR)				
Prestations intellectuelles (PI)				
Demande de renseignement et de prix (DRP)				
Entente directe (ED)	-		-	
TOTAL	2	173 458 833	2	173 458 833
Pourcentage du total			100%	100%

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation ¹
1.	Plan de passation de marchés	Le plan de passation de marchés est exhaustif et consolide les marchés de toutes les composantes de DDD. Cependant, il a été transmis hors délai à la DCMP. (PPMP transmis le 18 février 2008 à la DCMP)	2
2.	Avis général de passation de marchés	Le support de publication de l'avis général de passation des marchés n'est pas versé au dossier.	3
3.	Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	<p>Il ne nous a été présenté aucune DRP au titre de l'exercice sous revue. La plupart des dépenses ont été faites par achats directs. En l'absence de documents nous permettant de déterminer la nature, la quantité et le montant desdits achats, nous avons été amenés à exploiter la balance auxiliaire fournisseurs et le grand livre des comptes. Ceci nous a permis de constater, nonobstant les dépenses moyennes dont les montants cumulés nécessiteraient soit une DRP, soit un marché, que certaines opérations ont atteint les seuils de passation compte tenu de leur montant. Nous pouvons citer les cas suivants :</p> <p>Aly Penda NDIAYE : fourniture pièces détachées 49 858 522 F CFA Quality Import : fourniture pneumatique 82 846 113 FCFA Imprimerie Sénégalaise : fourniture imprimés 65 794 853 F CFA Etablissement Thierno Birahim SENE : 40 357 640 F CFA LOC-SET Surl : 205 566 973 F CFA</p>	3
4.	Délais de passation des marchés	<p>Le délai minimal de dépôt des offres qui est de 30 jours conformément à l'article 63 alinéas 2 a été ramené à 11 jours.</p> <p>Malgré la date d'ouverture des plis prévue le 13 février 2008 suivant la première publication et le 21 mars 2008 d'après la seconde publication, cette opération a été effectuée le 1^{er} avril 2008.</p>	3

¹ Notes de 1 à 3 : 1 = Performance satisfaisante ; 2 = performance moyenne (risque moyen) ; 3 = Performance non satisfaisante (haut risque) ;

5.	Procès verbaux d'ouverture de plis	Les procès verbaux d'ouverture de plis ne sont pas systématiquement communiqués aux soumissionnaires	3
6.	Publications des attributions	Il n'y a eu ni attribution provisoire ni attribution définitive.	3
7.	Recours	Néant	NA
8.	Gestion des marchés	Les marchés n'ont pas été gérés entièrement conformément au décret 2007-545 du 25 avril 2007	3
9.	Archivage des dossiers	Absence d'archivage. En effet, les dossiers de marchés ne sont pas classés dans des chemises ou boîtes d'archives et n'ont pas fait l'objet de centralisation au niveau du responsable de la Cellule de passation. Ceci accroît les risques d'égarement et les pertes de temps dans la recherche documentaire.	3
10.	Violations de la réglementation	<p>Absence de registre d'arrivée des offres</p> <ul style="list-style-type: none"> - les deux contrats issus du marché d'habillement font référence aux dispositions du décret 2002 -550 du 30 mai 2002 abrogé -Non respect du délai minimal de dépôt des offres qui est de 30 jours conformément à l'article 63 alinéas 2 -Absence d'attributions provisoire et définitive en contravention des articles 81 et 82 du CMP -Modification des conditions initiales du contrat sans avenant en contravention de l'article 23 du CMP -Non application de pénalités de retard conformément aux clauses du contrat 	3
11.	Conclusion	<p>Les lacunes constatées dans les procédures de passation des marchés sont révélatrices d'un besoin de formation complémentaire des membres de la Commission et de la Cellule de passation des marchés aux nouvelles procédures de passation qu'il conviendra de satisfaire en relation avec l'ARMP.</p> <p>L'imminence de la mise en place d'un plan d'archivage tel que défini par l'ARMP est recommandée.</p>	3

		<p>La mise en place immédiate d'une comptabilité matières est rigoureusement exigée.</p> <p>L'application rigoureuse du décret 2007-545 du 25 avril 2007 permettra d'éviter l'utilisation abusive et irrégulière des achats directs.</p> <p>La nécessité d'actualiser l'organigramme de la structure afin qu'il cadre avec l'existant s'impose impérativement.</p>	
--	--	--	--

ANNEXE 1

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Nom de l'Autorité contractante : Dakar Dem Dikk

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation ²
1.	Commission des Marchés	<p>Conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics en son article 35, une commission des marchés a été mise en place par note de service n° 00244/DDD/DG/DRH du 06 mars 2008.</p> <p>Elle est composée de 7 titulaires tous cadres.</p> <p>Le profil des membres de la Commission des marchés essentiellement constituée de cadres présage de leur bonne disposition en matière de passation des marchés. Toutefois, la nécessité d'une formation complémentaire au CMP se fait sentir au regard des impairs constatés dans les procédures de passation des marchés.</p> <p>Tous les membres de la commission des marchés ont signé la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et les copies des déclarations communiquées à la DCMP.</p> <p>Cependant, elle n'a pas produit de rapport annuel sur les marchés. De plus, il a été constaté, parmi les membres de la Commission des marchés, la présence du Contrôleur de gestion en qualité de suppléant. Cette situation est en contravention avec les dispositions de l'article 4 de l'arrêté N° 11588 du 28/12/2007 qui stipule que les agents relevant des structures chargées du contrôle interne ne peuvent pas être membres de la Commission des marchés.</p> <p>Il a été également constaté le dépôt hors délai de l'acte de nomination des membres de la Commission auprès de</p>	2

² Notes de 1 à 3 : 1 = Performance satisfaisante ; 2 = performance moyenne (risque moyen) ; 3 = Performance non satisfaisante (haut risque) ;

		<p>l'ARMP et de la DCMP. En effet, l'article 6 de l'arrêté précité stipule que la communication auprès de ces deux structures intervient au plus tard le 05 janvier. Or, la note de service portant création de la Commission a été transmise le 06 mars 2008.</p> <p>En outre, la présidence de la Commission des marchés est assurée par le Directeur Administratif et Financier en lieu et place du Directeur Général, représentant habilité de l'autorité contractante qui doit en assurer la charge conformément à l'alinéa 6 de l'article 36 du CMP, plus précisément l'article 2.d de l'arrêté 011588 du 28/12/2007 ;</p> <p>Néanmoins, les dispositions précitées du CMP et de l'arrêté nécessitent un toilettage afin que l'interprétation soit plus claire, plus précise et moins équivoque.</p>	
2.	Cellule de passation des marchés	<p>Conformément aux dispositions de l'article 35 du code des marchés publics et à l'article 2 de l'arrêté n° 011586 du 28/12/2007 une cellule de passation des marchés a été mise en place par note de service n° 00245/DDD/DG/DRH du 06 mars 2008.</p> <p>Elle est composée d'un président et d'un secrétaire chefs de service et d'un membre adjoint chef de service.</p> <p>L'archivage laisse à désirer. En effet, les dossiers de marchés (de leur lancement à leur exécution) ne sont pas centralisés au niveau du responsable de la Cellule de passation des marchés. Ceci accroît les risques d'égarement et les pertes de temps dans la recherche documentaire.</p> <p>Au même titre que les membres de la commission des marchés, les membres de la Cellule de passation des marchés ont signé la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et la copie de sa déclaration communiquée à la DCMP.</p> <p>Cependant, elle n'a pas établi de rapports trimestriels sur les marchés.</p>	2

		<p>Il a été également constaté le dépôt hors délai de l'acte de nomination des membres de la Cellule de passation des marchés auprès de l'ARMP et de la DCMP. En effet, l'article 6 de l'arrêté précité stipule que la communication auprès de ces deux structures intervient au plus tard le 05 janvier. Or, la note de service portant création de la Cellule de passation des marchés a été transmise le 06 mars 2008.</p>	
3.	Capacités en matière de passation de marchés	<p>Le profil des membres de la Commission des marchés essentiellement constituée de cadres présage de leur bonne disposition en matière de passation des marchés. Cependant, les lacunes constatées dans les procédures de passation des marchés sont révélatrices d'un besoin de formation complémentaire au code des marchés qu'il conviendra de satisfaire en relation avec l'ARMP ;</p>	1
4.	Conclusion	<p>Les lacunes constatées dans les procédures de passation des marchés sont révélatrices d'un besoin de formation complémentaire des membres de la Commission et de la Cellule de passation des marchés aux nouvelles procédures de passation qu'il conviendra de satisfaire en relation avec l'ARMP.</p> <p>L'imminence de la mise en place d'un plan d'archivage tel que défini par l'ARMP est recommandée.</p> <p>La mise en place immédiate d'une comptabilité matières est rigoureusement exigée.</p> <p>L'application rigoureuse du décret 2007 - 545 du 25 avril 2007 permettra d'éviter l'utilisation abusive et irrégulière des achats directs.</p> <p>La nécessité d'actualiser l'organigramme de la structure afin qu'il cadre avec l'existant s'impose impérativement.</p>	2

ANNEXE 8

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Directeur général	Christian SALVY
Directeur Administratif et Financier	Alpha ZONGO
Contrôleur de gestion	El hadji SARR FALL
Chef du service juridique et du contentieux	
Présidente de la Cellule de passation des marchés	Aminata NDIAYE
Chef comptable	Gaydel GAYE
Comptable	Mbacké FAYE
Magasinier	Idrissa DOUMBOUYA

ANNEXES

OBSERVATIONS RECUES SUR LE PROJET DE RAPPORT